

**NE PAS PUBLIER AVANT 15 HEURES GMT LE MARDI 15 SEPTEMBRE 2009**



## **Sondage mondial : le sentiment général est que la tolérance fait gravement défaut en politique**

**Pour publication le mardi 15 septembre 2009, 15 heures GMT**

**Personne à contacter : Steven Kull, WorldPublicOpinion.org ; +1-202-232-7500**

Il ressort d'un nouveau sondage de WorldPublicOpinion.org portant sur 24 pays à travers le monde que, selon le sentiment général, la tolérance fait gravement défaut en politique. Une forte majorité des sondés estime que leurs concitoyens ne sont pas complètement libres d'exprimer des opinions impopulaires, que les partis d'opposition n'ont guère la possibilité de faire connaître leurs positions et d'essayer d'influer sur les politiques gouvernementales, et que les parlementaires ne sont que partiellement libres d'exprimer des opinions qui diffèrent de celles de leur parti politique.

Ce sondage, commandé par l'Union interparlementaire (UIP) et dont les résultats sont publiés à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, conclut aussi à une adhésion quasi générale dans le monde à l'idée qu'il faut encourager des opinions diverses à s'exprimer en politique et, plus généralement, à un soutien à la démocratie.

WorldPublicOpinion.org a interrogé 21 285 personnes dans 24 nations représentant 64 % de la population mondiale, soit la plupart des grands pays - la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, l'Indonésie, le Nigéria, le Pakistan, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud - mais aussi l'Argentine, le Chili, le Mexique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, Israël, la Pologne, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, le Kenya, l'Egypte, la Turquie, l'Iraq, la République de Corée et la Palestine. Les marges d'erreur vont de +/-2 à 4 points de pourcentage. Les sondages ont été réalisés dans les divers pays du 4 avril au 30 juin 2009. Les questions n'ont pas toutes été posées dans tous les pays.

Une déclaration du Président de l'UIP, Theo-Ben Gurirab, à propos de ce sondage mondial peut être consultée sur <[www.ipu.org/dem-f/idd/statement09.pdf](http://www.ipu.org/dem-f/idd/statement09.pdf)>.

A la question : "Est-on, en fait, libre d'exprimer des opinions impopulaires dans ce pays, sans craindre d'être harcelé ou sanctionné ?" il n'y a, dans aucun cas, de majorité répondant par "complètement libre". En moyenne sur tous les pays, 24 % répondent qu'on est "complètement libre" d'exprimer des opinions politiques impopulaires, 42 % par "libre" et 30 % par "pas très libre".

A la question "Pensez-vous que les partis de l'opposition ont souvent la possibilité de se faire entendre et d'essayer d'influer sur le gouvernement ?", dans quatre pays seulement sur 21, la majorité des sondés ont répondu "la plupart du temps". En moyenne, 37 % seulement ont répondu "la plupart du temps", alors que près de six sur dix ont répondu soit "parfois seulement" (38 %), soit "rarement" (20 %).

## **NE PAS PUBLIER AVANT 15 HEURES GMT LE MARDI 15 SEPTEMBRE 2009**

Lorsqu'on leur a demandé : "Pensez-vous que les législateurs se sentent libres d'exprimer des opinions différentes de la ligne officielle de leur parti ?", dans un seul pays une majorité des sondés estiment que les législateurs se sentent libres "la plupart du temps", tandis que dans 20 pays sur 23, la majorité des sondés ont répondu "parfois seulement" ou "rarement". En moyenne, 28 pour cent seulement pensent que les législateurs se sentent libres d'exprimer des opinions divergentes "la plupart du temps" tandis que plus de deux sur trois disent "parfois seulement" (37 %) ou "rarement" (29 %).

Ces perceptions d'un manque de tolérance en politique contrastent singulièrement avec le soutien massif apporté à la liberté d'exprimer des opinions diverses. Lorsqu'on leur demande "Quelle importance accordez-vous à la possibilité d'exprimer des opinions politiques impopulaires sans crainte d'être harcelé ou sanctionné ?", la majorité des sondés, dans tous les pays, estiment que cette liberté est très ou assez importante. En moyenne, 86 % répondent qu'elle est importante et 58 % très importante.

"On constate un remarquable consensus à travers le monde sur l'idée qu'il faut encourager la diversité des opinions politiques et, cependant, le sentiment général est que cette diversité n'est totalement tolérée ni dans la société en général ni même dans le fonctionnement des parlements", commente le directeur de WorldPublicOpinion.org., Steven Kull.

Le sondage a aussi mis en évidence un soutien massif à la démocratie en général. A la question "Pensez-vous qu'il est important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement ?", la majorité des sondés dans les 24 pays ont répondu "très important" ou "important". Dans aucun pays, la proportion des "pas important" ne dépasse un sur quatre. En moyenne, dans tous les pays, 90 % déclarent qu'il est important de vivre sous un gouvernement démocratique et 67 % que c'est très important.

Plus on est pour la tolérance en politique, plus on est enclin à soutenir la démocratie. Quarante-vingt pour cent des personnes qui qualifient de très importante la liberté d'expression d'opinions politiques impopulaires déclarent qu'il est très important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement, alors que la proportion tombe à 48 % chez ceux pour qui cette liberté est seulement importante et à 41 % chez ceux pour lesquels elle n'est pas importante du tout.

Bien que la parité entre les sexes en matière de représentation parlementaire n'existe dans aucun des pays couverts, les opinions sont partagées sur l'équité de la représentation féminine. En moyenne, les hommes estiment, à une légère majorité, que les femmes sont équitablement représentées, alors qu'une majorité de femmes pense que non. Dans 12 pays, la majorité des sondés a répondu par l'affirmative et, dans huit pays, par la négative.

Sur l'équité de la représentation des minorités ethniques, religieuses ou nationales au Parlement, on trouve toute une palette d'opinions, mais la tendance générale serait plutôt que les minorités ne sont pas équitablement représentées. A la question : "Les minorités, notamment ethniques, religieuses ou nationales, sont-elles équitablement représentées au Parlement ?", les sondés de huit pays ont répondu à la majorité absolue ou relative par l'affirmative et ceux de dix autres par la négative. Dans cinq pays, les opinions sont également partagées.